

Chronique des opinions et aspirations des Français (*)

1983 : un réalisme morose

Michel Forsé,

Chargé d'études à l'OFCE

Ludovic Lebart,

Directeur de recherche au CREDOC

La morosité des Français s'accroît et la conjoncture économique leur paraît sombre. En revanche ils sont relativement satisfaits de leurs conditions de vie et portent un jugement réaliste sur la société française. Les structures familiales poursuivent leurs transformations et la famille demeure l'endroit où l'on se trouve le mieux. Le travail posté augmente, mais les conditions de travail s'assouplissent. Après deux années de désarroi, certains acteurs économiques paraissent reprendre courage... Au sein des entreprises le consensus s'accroît autour de la valeur « performance » et de la nécessité de la négociation. Toutefois le pessimisme des Français quant à la situation économique s'accroît. Il se traduit, aujourd'hui davantage qu'hier, dans leurs opinions politiques.

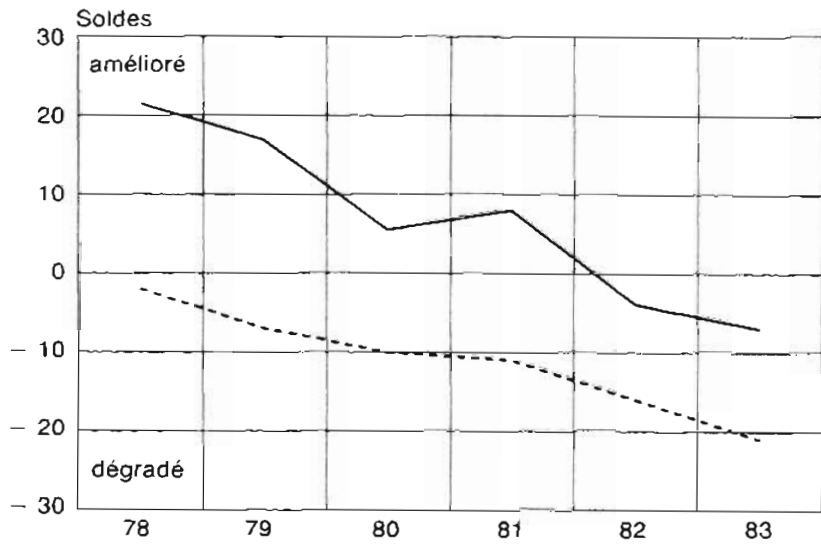
Un sentiment de morosité accru

A l'automne 1983 les Français ont une opinion encore plus défavorable qu'à l'automne précédent sur l'évolution de leur propre niveau de vie depuis dix ans. Pour la première fois à cette date, l'indicateur synthétique (solde des réponses optimistes et pessimistes) devenait négatif et cette tendance s'est accentuée en 1983 (graphique 1).

(*) Cette chronique, qui paraîtra, si possible, chaque année dans le numéro de juillet de la Revue, résulte d'une collaboration entre l'OFCE et le CREDOC, réalisée avec l'accord du Commissariat général du plan. Les sources en sont indiquées à la fin de l'article.

1. Niveau de vie personnel

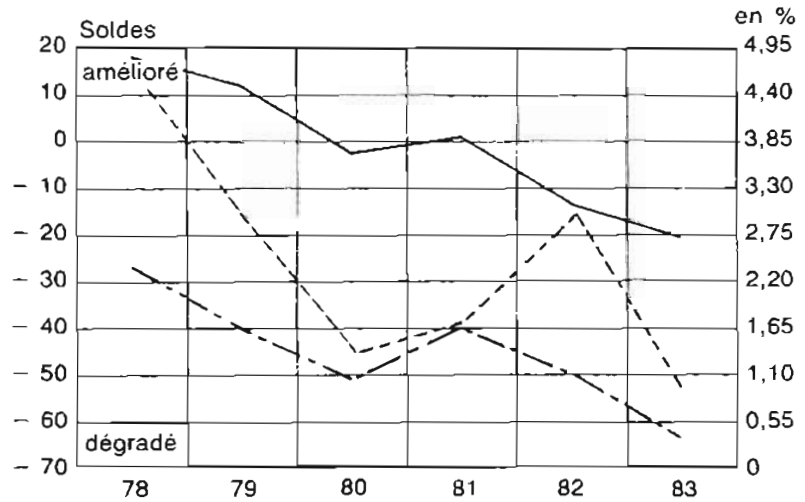
— « Depuis 10 ans, votre niveau de vie s'est... » CREDOC (1)
 - - - « Depuis 6 mois, votre situation financière s'est... » INSEE (2)



Le jugement porté sur l'évolution du niveau de vie des Français traduit une dégradation encore plus nette (graphique 2). Il faut toutefois préciser qu'au cours des six années d'enquêtes, les personnes interrogées sont systématiquement apparues plus pessimistes sur le niveau de vie des Français en général que sur leur propre niveau de vie. Ce résultat est déjà bien étalonné : en période de crise on a tendance à juger sa propre situation meilleure que celle des autres ; en période de croissance, des enquêtes anciennes du CERC montrent que c'est l'inverse qui se produisait.

2. Niveau de vie des Français

— « Depuis 10 ans, le niveau de vie des Français s'est... » CREDOC (1)
 - - - « Depuis 1 an, le niveau de vie des Français s'est... » (échelle de gauche) INSEE (2)



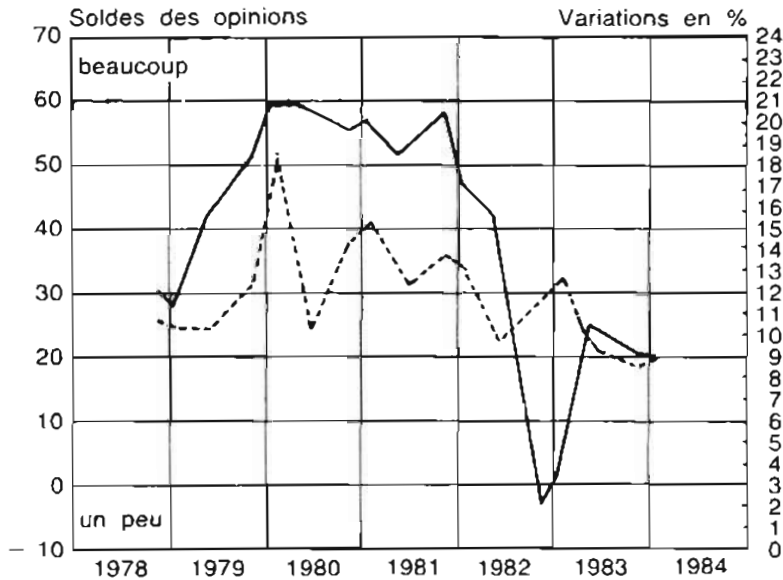
- - - (échelle de droite). Hausse en volume de la consommation des ménages constatée par rapport à l'année précédente.

On observera qu'en fait il n'y a pas d'aggravation de la consommation des ménages, mais seulement des hausses moindres.

Source de la consommation des ménages : INSEE, Comptes de la Nation, volume III et Informations rapides série F.

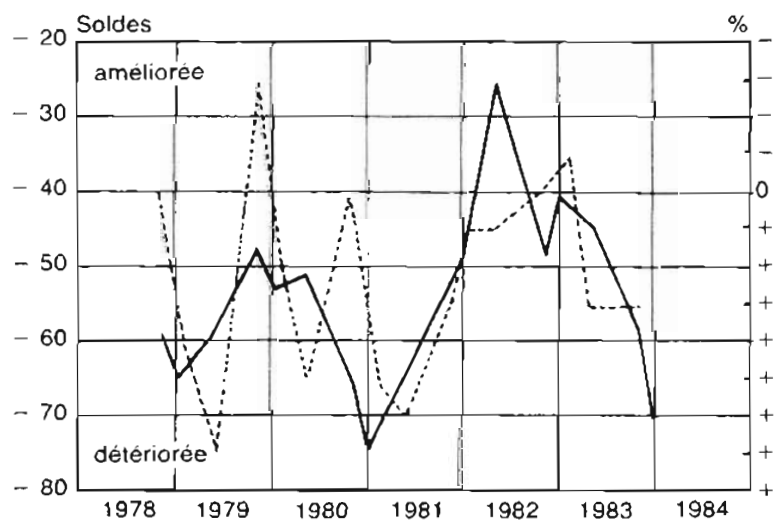
Sur le court terme cette montée du pessimisme est corroborée par les résultats de l'enquête de conjoncture auprès des ménages de l'INSEE. Le solde des réponses entre ceux qui pensent que depuis six mois leur situation financière s'est améliorée et ceux qui pensent qu'elle s'est détériorée continue de baisser. La tendance est identique en ce qui concerne l'opinion sur le niveau de vie des Français depuis un an avec, comme dans le cas de l'enquête du CREDOC, une détérioration encore plus accentuée.

Il ne semble pas que le jugement porté sur l'évolution des prix soit le principal responsable de ce pessimisme. Depuis le début de l'année 1982 on observe au contraire une amélioration lente de l'opinion sur ce point (graphique 3).



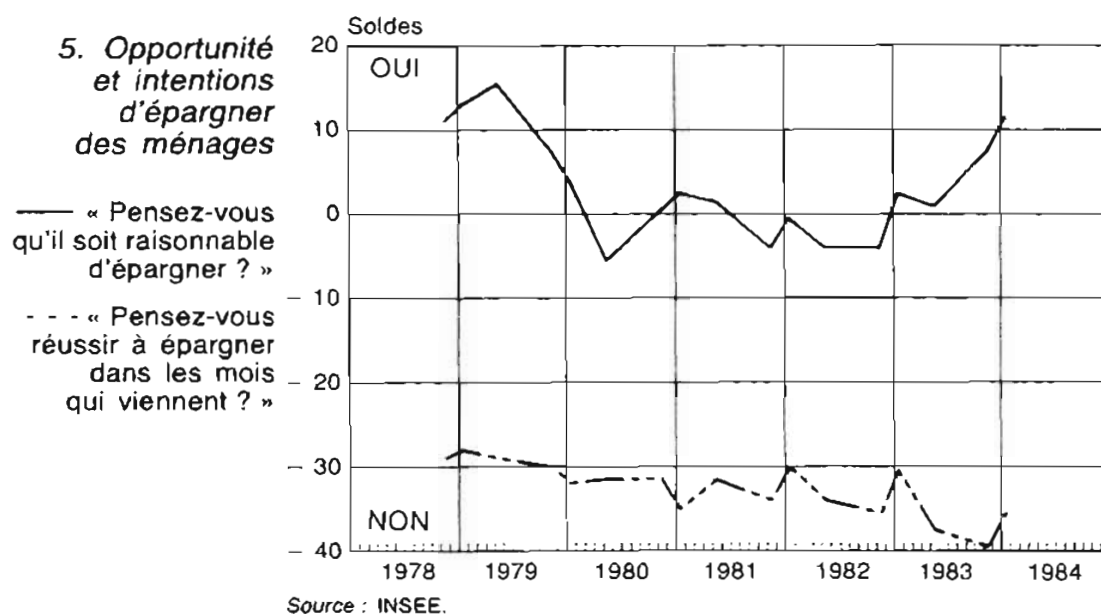
3. Evolution des prix

En revanche les ménages perçoivent une dégradation de la situation de l'emploi. Depuis janvier 1983 les personnes enquêtées par l'INSEE sont de plus en plus nombreuses à penser qu'au cours des derniers mois l'emploi s'est dégradé (graphique 4) (2).



4. Evolution de l'emploi

(2) Pour une confrontation entre indice d'opinions et variations constatées ex-post (représentées sur les graphiques) on peut consulter Philippe L'Hardy, *Les attitudes des ménages : leur signification*, Economie et Statistique, n° 74, p. 5.



1. Restrictions

Ces restrictions concernent les postes suivants :
(population ayant répondu se restreindre sur ces postes).

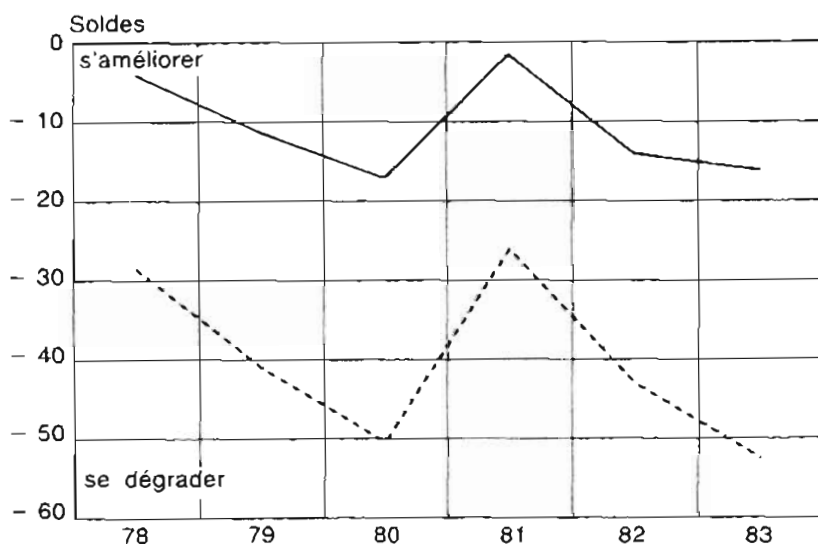
Restrictions sur...	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	%	%	%	%	%	%
Vacances et loisirs	72,9	72,3	71,6	77,5	80,0	79,3
Habillement	67,3	64,6	66,4	65,0	71,4	74,8
Achat d'équipement ménager	57,6	49,6	53,5	58,7	62,1	63,7
Voiture	42,3	39,1	52,1	51,3	55,3	52,9
Soins de beauté	45,2	38,5	41,1	49,5	50,9	54,7
Alimentation	20,0	25,1	27,1	25,6	26,6	29,5
Logement	26,9	21,2	26,8	28,8	32,0	34,5
Boisson et tabac	24,2	20,6	21,6	28,9	30,6	31,7
Dépenses pour les enfants (*)	5,0	15,4	18,2	20,0	21,6	22,8
Soins médicaux	6,4	7,6	8,4	8,9	8,9	10,1

(*) En 1978 l'item était libellé ainsi : « Education des enfants ».

Source : CREDOC (1).

Dans ce climat morose les ménages ont le sentiment qu'il vaut mieux épargner que consommer, peut-être pour se prémunir contre un avenir incertain. La tendance amorcée début 1983 se poursuit et s'accroît selon

l'indice de l'INSEE. Par contre pour leur propre compte, ils déclarent avoir de moins en moins l'intention d'épargner. Compte-tenu de la stagnation du revenu disponible en 1983, il semble que les ménages tentent de préserver leur niveau de vie en épargnant moins qu'ils ne le souhaiteraient (graphique 5). Néanmoins ils déclarent se restreindre davantage sur un certain nombre de dépenses. La tendance se poursuit de façon continue depuis 1978, sans que l'année 1983 marque une véritable rupture (tableau 1).

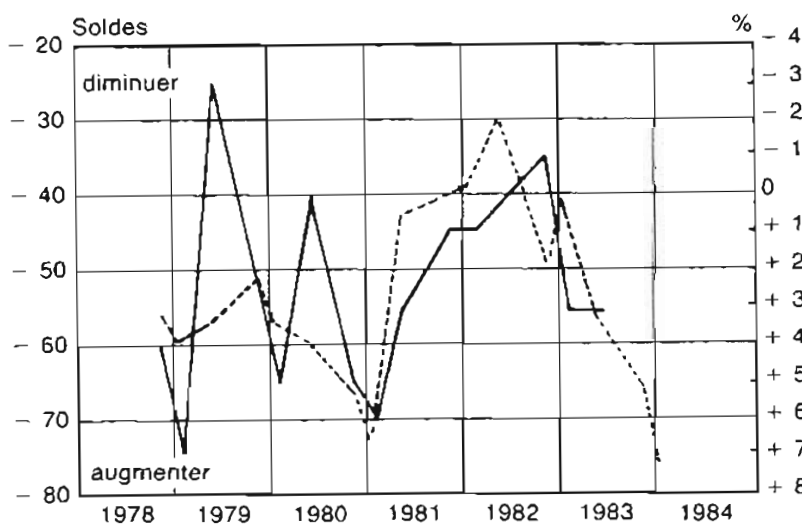


6. Niveau et conditions de vie

— « Au cours des 5 prochaines années, les conditions de vie des Français vont... »
CREDOC [1]

- - - « Au cours des prochains mois, le niveau de vie des Français va... »
INSEE [2]

Rien d'étonnant dès lors à ce que les prévisions soient plutôt pessimistes. Depuis 1982 les Français sont de plus en plus nombreux à penser que leurs conditions de vie devraient se détériorer dans les cinq années à venir. Il en va de même lorsque l'INSEE leur pose une question similaire sur le court terme (graphique 6). D'après l'enquête de l'INSEE, c'est davantage l'évolution prévue du chômage que celle des prix qui expliquerait le pessimisme ambiant (graphique 7). Ce à quoi il fallait s'attendre puisqu'en général les ménages projettent dans le futur, souvent avec amplification, ce qui est perçu au moment de l'interview.



7. Opinions sur l'évolution prévue du chômage

— « Dans les mois qui viennent, le nombre des chômeurs va... »
(échelle de gauche)
INSEE [2]

- - - Variation comparée du taux de chômage constatée au trimestre suivant par rapport au trimestre en cours
(échelle de droite)
INSEE, Bulletin mensuel

2. Anxiété

	Pour-cent		
	1981	1982	1983
Etes-vous inquiet de l'éventualité d'une guerre ?			
Beaucoup	36,7	33,6	42,9
Assez	18,4	20,0	23,8
Un peu	26,1	26,6	20,4
Pas du tout	18,6	19,2	12,8
Ne sait pas	0,3	0,5	0,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0
Etes-vous inquiet de l'éventualité d'un accident de la route ?			
Beaucoup	29,7	38,3	46,7
Assez	26,6	28,0	26,3
Un peu	28,7	24,4	18,9
Pas du tout	14,6	8,7	8,0
Ne sait pas	0,5	0,6	0,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0
Etes-vous inquiet de l'éventualité du chômage ?			
Beaucoup	34,8	34,5	39,8
Assez	21,1	23,1	20,0
Un peu	17,8	20,4	16,9
Pas du tout	25,9	21,5	23,1
Ne sait pas	0,4	0,5	0,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0
Etes-vous inquiet de l'éventualité d'une maladie grave ?			
Beaucoup	45,6	46,6	50,6
Assez	23,8	26,7	24,3
Un peu	17,8	16,1	14,6
Pas du tout	12,5	10,0	10,4
Ne sait pas	0,3	0,5	0,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0
Etes-vous inquiet de l'éventualité d'un accident du travail ?			
Beaucoup	16,5	17,5	21,8
Assez	16,8	24,1	22,0
Un peu	20,5	24,2	22,6
Pas du tout	45,8	33,6	33,4
Ne sait pas	0,4	0,7	0,2
Ensemble	100,0	100,0	100,0

Source : CREDOC (1).

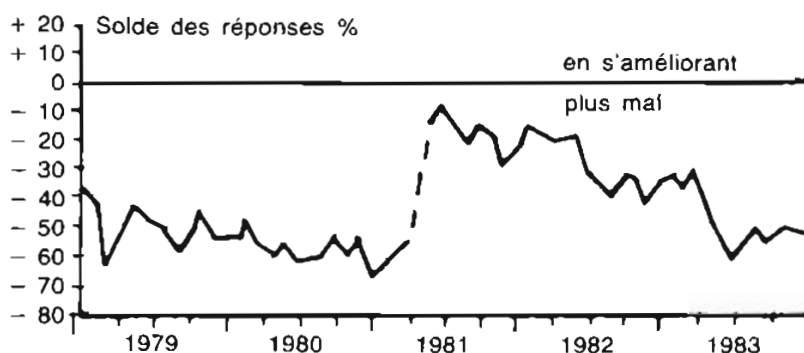
L'enquête du CREDOC montre d'ailleurs qu'en 1983 le chômage est devenu un risque majeur pour 40 % des Français alors qu'ils n'étaient que 35 % à le penser en 1981 et 1982.

D'autres indicateurs traduisent une croissance de l'anxiété. Le tableau 2 montre qu'en 1983 les Français sont plus inquiets de l'éventualité d'une maladie, d'un accident ou d'une guerre que les années précédentes. Cet état d'anxiété croissant est-il lié à la dégradation des opinions sur l'état de santé somato-psychique ?

Dans son livre récent, Jean Stoetzel [5] a montré que l'opinion que l'on a de son état de santé est un indicateur étroitement lié au moral en général et aux orientations politiques. Les pessimistes ont tendance à se juger en moins bonne santé que les optimistes ; par ailleurs plus on est de gauche plus on se plaint de son état de santé.

D'après l'enquête du CREDOC le pourcentage des gens qui déclarent avoir souffert de maux de tête, mal au dos, nervosité ou état dépressif est en augmentation depuis six ans et a marqué un net décrochement depuis 1981 (tableau 3). En revanche le nombre de ceux qui jugent leur état de santé globalement peu satisfaisant ou pas du tout satisfaisant baisse régulièrement de 16,1 % à 13,7 %.

Pour mesurer régulièrement l'humeur des Français, le baromètre Figaro-Magazine/SOFRES pose chaque mois depuis plus de dix ans à un échantillon représentatif de la population française la question suivante : « Quand vous regardez la manière dont évoluent la France et les Français, avez-vous l'impression que les choses vont en s'améliorant ou au contraire qu'elles ont tendance à aller plus mal ? ». Ce baromètre qui avait remonté très sensiblement au milieu de 1981, ne cesse depuis lors de baisser, la plus forte chute se situant en 1983. Bien qu'on n'atteigne pas le niveau de pessimisme des années 1979 et 1980, il y a là une dégradation récente et indéniable de l'opinion (graphique 8).



Source : Sondage Figaro/SOFRES [3].

8. « Les choses vont-elles en s'améliorant ou plus mal en France ? »

Selon l'enquête du CREDOC la morosité en ce qui concerne l'évolution des conditions de vie dans les cinq années à venir est surtout partagée par les personnes âgées de 30 à 60 ans, par les propriétaires et les accédants, par les indépendants et les cadres supérieurs. Contrairement aux appréciations concernant un passé récent, le pessimisme concernant le proche futur est fonction croissante du niveau de vie réel.

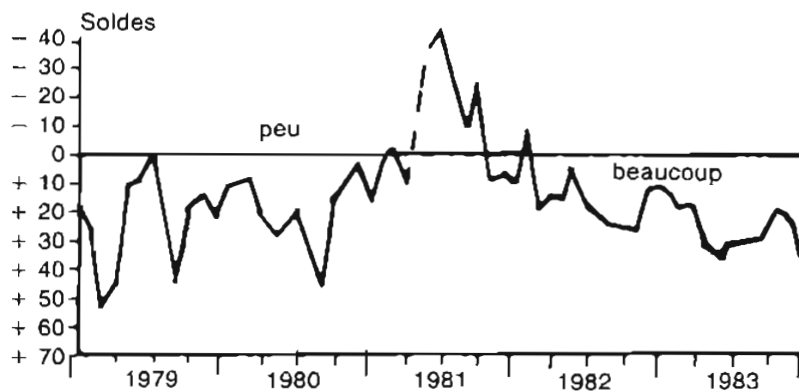
3. Santé

	Pour-cent				
	1979	1980	1981	1982	1983
Avez-vous souffert (4 dern. sem.) de maux de tête ?					
Oui	27,4	29,0	34,7	37,9	35,0
Non	72,6	71,0	65,3	62,1	65,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Avez-vous souffert (4 dern. sem.) de mal au dos ?					
Oui	29,0	33,4	39,5	40,8	41,8
Non	71,0	66,6	60,5	59,2	58,2
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Avez-vous souffert (4 dern. sem.) de nervosité ?					
Oui	26,7	29,5	41,1	41,1	41,8
Non	73,3	70,5	58,9	58,9	58,2
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Avez-vous souffert (4 dern. sem.) d'état dépressif ?					
Oui	12,2	12,8	16,1	16,4	16,2
Non	87,8	87,2	83,9	83,6	83,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Avez-vous souffert (4 dern. sem.) d'insomnies ?					
Oui	18,7	20,0	26,3	28,1	26,6
Non	81,3	80,0	73,7	71,9	73,4
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : CREDOC [1].

Le malaise économique que nous venons de décrire influence certainement la façon dont les Français prévoient l'évolution du climat social. Dans un sondage Figaro/SOFRES, on leur demande s'ils pensent qu'il y aura un peu ou beaucoup de conflits sociaux dans les trois mois à venir. Depuis 1982 le solde des réponses révèle une tendance continue à la perception d'une dégradation (graphique 9).

9. « Y aura-t-il peu ou beaucoup de conflits sociaux dans les 3 mois à venir ? »



Source : Sondage Figaro/SOFRES [3].

Prêts à désépargner et à réduire certaines dépenses, percevant de façon aiguë le risque du chômage, globalement pessimistes sur leur propre avenir et celui des autres, tels sont les traits qui caractérisent aujourd'hui la majorité des Français.

Ce mouvement d'opinion peut-il susciter quelques changements dans la hiérarchie des valeurs ? Durant les dernières années des « Trente Glorieuses » on a vu poindre le sentiment que les besoins économiques primaires étant satisfaits, il importait davantage de se soucier d'une amélioration qualitative des conditions de vie. Dans les entreprises, les conflits autour des conditions de travail augmentaient alors que ceux relatifs aux salaires restaient stables. Dans l'enquête « Eurobaromètre » de la Communauté économique européenne, on voyait, jusqu'à la fin des années soixante-dix, poindre un peu partout des « post-matérialistes ». Ils étaient plus enclins à s'intéresser aux domaines qualitatifs que les « matérialistes », pour qui, par exemple, le souci d'une sécurité économique reste dominant.

Le changement d'humeur révélé par l'enquête du CREDOC et l'érosion du pouvoir d'achat conduisent les actifs à préférer aujourd'hui massivement une amélioration de leur pouvoir d'achat à un allongement du temps libre. La question est récente dans cette enquête et ne permet pas une comparaison avec les années 1978 à 1981. Cependant une question très proche de celle-ci, posée dans les enquêtes du CREDOC de 1978 à 1980, révélait que les deux tiers des personnes interrogées préféraient plus de temps libre à salaire égal à plus de gain à durée de travail égale ; ce résultat est corroboré par une enquête de la COFREMCA en été 1980, et de l'IFOP en automne 1977 (partie française d'une enquête dans les neuf pays de la CEE). En 1982 55 % des Français déclaraient préférer une augmentation du pouvoir d'achat et ce taux fait un bon à 62 % en 1983. Il y a là indéniablement un renversement des priorités qui est d'ailleurs davantage le fait des hommes et des jeunes (alors que ces derniers étaient les plus fermement attachés aux valeurs « post-matérialistes » dans les enquêtes de la CEE).

Ces mêmes enquêtes montrent que si les Français sont parmi les plus pessimistes en Europe, ils ne sont pas les seuls à l'être. En 1983 dans tous les Etats membres de la CEE (sauf en Grèce et au Danemark) les ménages pensent que la situation générale de leur pays respectif est moins bonne que l'année précédente. Ceci étant, en octobre 1983 il n'y a guère qu'en Belgique et en Irlande que l'on trouve une morosité plus importante qu'en France (tableau 4).

4. Le jugement sur la situation générale du pays par rapport à ce qu'elle était il y a douze mois

	B	DK	D	F	IRL	I	L	NL	UK	GR	CE ⁽¹⁾
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Octobre 1983 :											
Bien meilleure	1	10	1	1	1	1	1	1	1	7	2
Un peu meilleure	9	44	23	16	7	15	9	19	28	31	20
Inchangée	29	20	37	26	14	16	22	18	22	21	25
Un peu moins bonne	42	13	29	33	32	43	53	46	27	26	33
Bien moins bonne	16	6	7	21	45	23	11	15	19	10	17
Sans réponse	3	7	3	3	1	2	4	1	3	5	3
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Indice ⁽²⁾	1,92	2,79	2,29	1,98	1,57	1,94	1,98	2,08	2,14	2,49	2,10

(1) Moyenne pondérée. Chiffres rectifiés pour avril 1983.

(2) Moyenne calculée en affectant des coefficients 4, 3, 2, 1 respectivement les réponses « bien meilleure », « un peu meilleure », « un peu moins bonne » et « bien moins bonne ». Les réponses « inchangée » et les non-réponses sont exclues du calcul. Le point central est donc 2,50, au dessous duquel ce sont les réponses négatives qui l'emportent, et au-dessus les réponses positives.

Source : Eurobaromètre [4].

Satisfaction sociale

Tout n'est cependant pas sombre dans l'évolution des opinions des Français, leur morosité semble être compensée par un relatif bien être social. Dans l'enquête du CREDOC, un certain nombre de questions ont trait aux problèmes de sécurité dans le voisinage. Bien qu'il soit plus difficile de discerner un changement, il semble cependant que le sentiment d'insécurité se soit stabilisé depuis 1980 après une forte croissance dans la période 1977-1980. Par ailleurs, en ce qui concerne leur cadre de vie quotidien, les personnes interrogées continuent d'être satisfaites (81 % dont 26 % de très satisfaites).

Si la foi dans les retombées du progrès scientifique fait un peu moins d'adeptes en 1982 et 1983, en revanche l'appréciation des conséquences de la diffusion de l'informatique sur certains aspects des conditions de vie est marquée par un fort accroissement de la population de ceux qui les estiment souhaitables (de 22 % en 1979 à 34 % en 1983).

Par ailleurs les Français ne semblent pas croire à l'éventualité de grandes pénuries d'énergie dans les deux années à venir. Le pourcentage de ceux qui les estiment « improbables » ou « très peu probables » est régulièrement croissant.

Ils semblent donc dresser un bilan du fonctionnement de la société qui reste positif. Tout se passe comme si, devenus conscients de l'irréversibilité de certaines transformations sociales, ils commencent à s'y adapter. Il y a bien quelques notes discordantes, comme par exemple les opinions sur la justice, qui sont toujours aussi critiques mais dans l'ensemble le réalisme dont ils font preuve leur permet d'affirmer un certain bien être.

Selon l'enquête SOFRES, ils sont toujours aussi nombreux qu'il y a deux ans à se déclarer heureux (89 % en 1973 et 92 % en 1983). Les années de crise n'ont pas entamé ce sentiment. Ce sont les conditions du bonheur qui ont changé. Santé, sécurité matérielle et joies de la famille représentaient en 1973 et représentent en 1983 les trois conditions essentielles du bonheur, mais aujourd'hui la hiérarchie des valeurs s'est modifiée. La sécurité matérielle est l'item le plus fréquemment évoqué. Du même coup les obstacles au bonheur ne sont plus les mêmes. En 1983 l'insécurité matérielle et le risque de chômage sont désignés comme obstacles majeurs.

Ainsi s'explique ce curieux mélange de morosité, de bien aise et de réalisme qui se dégage de l'enquête du CREDOC. La dégradation du pouvoir d'achat et de l'emploi, dans les faits et à présent dans les perceptions qu'en ont les ménages, conduit à un sentiment accru d'insécurité matérielle qui, compte-tenu de l'importance de la valeur-sécurité, ne peut conduire qu'à un pessimisme. Mais puisque la trilogie « famille-santé-sécurité » demeure et que, dans l'ensemble, les Français jugent plutôt que les choses ne se dégradent pas significativement (encore une fois sauf sur le plan économique), il est logique qu'un relatif bien aise social persiste. L'examen d'un autre groupe de questions de l'enquête du CREDOC va nous permettre de le montrer à propos de la famille.

La famille et les valeurs familiales [6]

Les transformations fondamentales de la structure familiale que l'on observe depuis plusieurs années se confirment cette année. La tendance enregistrée sur les opinions à propos du mariage se poursuit encore (tableau 5) ; le nombre des tenants de « l'union indissoluble » ou même de la « dissolution de l'union dans des cas très graves » est toujours en baisse, alors que les partisans de la dissolution par « simple accord entre les parties » ne cessent d'augmenter. La proportion de ceux qui se prononcent pour la dissolution par simple accord dépasse 50 % avant 40 ans.

5. Mariage

Parmi ces opinions, quelle est celle qui se rapproche le plus de la vôtre ?

Le mariage est :	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	%	%	%	%	%	%
Une union indissoluble	29,1	29,3	28,1	23,9	24,5	23,9
Une union qui peut être dissoute dans des cas très graves	32,4	34,6	33,4	36,0	36,9	35,2
Une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties	33,0	31,5	33,5	36,0	35,6	37,5
Ne sait pas	5,5	4,6	5,0	4,1	3,1	3,4
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : CREDOC [1].

A propos du travail des femmes, c'est aussi la poursuite d'une évolution antérieure qui prime à travers deux types d'opinion. Les personnes qui pensent que les femmes « ne devraient jamais travailler lorsqu'elles ont des enfants en bas âge » deviennent de moins en moins nombreuses (de 41 % en 1978 à 29 % en 1983). Symétriquement l'opinion selon laquelle les femmes « devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent » fait de plus en plus d'adeptes (de 30 % en 1978 à 41 % en 1983). Sur cette question l'effet de l'âge semble beaucoup plus net que celui de la localisation géographique : l'opposition au travail des mères de jeunes enfants passe de 16 % chez les moins de 25 ans à 40 % chez les 60 ans et plus ; après 40 ans une même proportion de provinciaux et de Parisiens (36 %) s'accordent sur ce point de vue ; mais ensuite, les Parisiens sont plus favorables au travail souhaité (40 %) alors que les provinciaux ne se prononcent que si la nécessité du travail de la mère se fait sentir (31 %).

En ce qui concerne les attitudes à l'égard du partage des rôles dans les travaux du ménage et les soins des enfants, l'idée selon laquelle « toutes les tâches doivent être indifféremment accomplies par l'homme et la femme » progresse à nouveau, après une relative stabilité, pour atteindre 64 % en 1983. Cette opinion est plus nette chez les femmes actives (73 %) que chez les femmes inactives, et chez les jeunes (plus de 70 % avant 40 ans). Cette notion de partage se manifeste également dans un autre domaine ; en 1983 une nouvelle question cherchait à savoir quel avis, de l'homme ou de la femme, devait prévaloir « en cas de désaccord sur un point important ou urgent » : il s'avère que 64 % des personnes interrogées pensent qu'il « vaut mieux ne pas prendre de décision avant un accord » et 27 % que « l'avis de l'homme doit prévaloir dans certains cas, celui de la femme dans d'autres ».

6. Famille

Etes-vous d'accord avec l'idée suivante « la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu » ?

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	%	%	%	%	%	%
Oui	69,7	68,7	66,6	63,7	60,8	63,0
Non	30,3	31,3	33,4	36,0	39,1	36,9
Ne sait pas	—	—	—	0,3	0,1	0,1

Source : CREDOC [1].

En conclusion on voit que la redéfinition du couple et des rapports conjugaux s'accroît. Ce qui n'empêche que la famille est toujours aussi valorisée, puisque plus des deux tiers des enquêtés approuvent la proposition : « la famille est le seul endroit où l'on se sent bien ». Cette année on enregistre une hausse de deux points alors qu'on constatait une diminution graduelle année après année (tableau 6). Cette observation ponctuelle ne peut encore évidemment donner lieu à commentaire ; l'évolution ulté-

rieure infirmera ou confirmera ce point. Notons que cette proportion vaut seulement 18 % pour les parisiens de moins de 40 ans.

Par ailleurs 94 % des enquêtés déclarent qu'ils ont des relations avec les parents proches (parents, beaux-parents, frères, sœurs, enfants), 30 % qu'ils voient l'un ou l'autre très fréquemment, 50 % assez fréquemment. Cet indice n'a guère varié sur les trois dernières années. De même la garde des enfants est le service le plus fréquemment demandé aux parents proches (30 %), viennent ensuite les aides diverses et les aides en argent. Seulement 16 % des enquêtés déclarent qu'ils ne demandent rien à leurs parents proches. La famille, sous la forme de la parentèle, les parents avec qui on ne cohabite pas, demeure donc une structure sociale très importante dans la vie quotidienne des Français.

Travail et organisation du temps [6]

L'existence de conflits entre la vie familiale et la vie professionnelle apparaît moins souvent ressentie qu'il y a un an : 37 % de la population active mentionnent ces conflits contre 43 % en 1982 ; cette proportion demeure cependant plus élevée que celle qui fut enregistrée de 1978 à 1981. Les femmes se sentent plus concernées que les hommes, en particulier lorsqu'elles sont âgées de moins de 40 ans (49 %). Il est probable que les contraintes de temps dues à la « double journée » des femmes actives expliquent une bonne part de la tension ressentie par les enquêtés. Plusieurs questions de l'enquête du CREDOC permettent de mesurer les évolutions dans le domaine de l'organisation du temps.

Tout d'abord il faut noter la progression du travail posté qui touche aujourd'hui environ 23 % des actifs salariés. En revanche les diverses formes de contrôle des horaires (pointage notamment) sont en régression (32 % contre 34 % en 1984) et un quart des actifs salariés déclarent aujourd'hui pouvoir choisir leur horaire de travail, proportion en nette augmentation par rapport aux quatre années précédentes (20 %).

Le retour au domicile pour le déjeuner est de moins en moins fréquent (41 % de l'ensemble des actifs en 1983). Les provinciaux, en particulier ceux de plus de 40 ans, et les gens mariés rentrent encore déjeuner ; à l'inverse 88 % des actifs parisiens (ou vivant en agglomération parisienne) ne reviennent pas déjeuner à leur domicile.

Parmi les problèmes que connaissent les salariés, le fait de prendre quelque temps libre sur les heures de travail pour effectuer des démarches administratives est une source de difficultés pour 19 % des personnes de cette catégorie, qui se trouvent contraintes soit de « prendre une demi-journée de congés payés » (5 %), soit de « perdre une demi-journée de salaire » (4 %), ou tout simplement de « ne pouvoir s'absenter » (10 %). Pour la majorité des salariés, ces démarches peuvent être faites « sans difficulté » (42 %) ou par « arrangement avec l'employeur » (37,5 %). L'évolution au cours de ces dernières années ne traduit aucune tendance caractéristique.

Dans ce domaine les disparités tiennent en partie au statut du salarié, mais peuvent se révéler importantes à l'intérieur d'un même statut : si 44 % des salariés de l'Etat peuvent effectuer ces démarches sans difficulté, 15 % se trouvent dans l'impossibilité de les effectuer ; pour les salariés du secteur privé, les solutions sont moins contrastées : 41 % n'ont aucun problème, 40 % s'arrangent avec leur employeur, mais 7 % perdent une demi-journée de salaire.

Quant aux modalités d'une réduction du temps de travail hebdomadaire à 35 heures, les salariés souhaitent « des journées libres pour prolonger des week-ends ou faire des ponts » (tableau 7). L'option « une demi-journée libre par semaine », qui était apparue prioritaire en 1982, semble moins choisie cette année. La modalité « une heure en moins de travail chaque jour pour mieux vivre sa journée » est citée par 17 % de cette population (proportion stable par rapport à l'année précédente) ; elle est plus nettement préférée par les femmes de 25 à 39 ans ; ce sont également les femmes de cette catégorie d'âge qui mentionnent le plus souvent « une demi-journée libre par semaine ». Les hommes préféreraient prolonger les week-ends, faire des ponts ou prolonger leurs congés annuels, notamment lorsqu'ils ont moins de 40 ans.

7. Réduction du temps de travail

Dans le cas d'une réduction du temps de travail à 35 heures par semaine, que souhaiteriez-vous en priorité ? (question posée aux seuls salariés de l'échantillon)

	1982	1983
	%	%
Une heure en moins de travail chaque jour pour mieux vivre votre journée (vie familiale, etc.)	15,9	17,2
Une demi-journée libre par semaine	34,6	29,2
Des journées libres pour prolonger des week-ends ou faire des ponts	29,4	33,4
Des journées libres s'ajoutant aux congés annuels	12,0	8,9
Ne sait pas	0,4	2,5
Sans objet	7,7	8,8
Ensemble	100,0	100,0

Source : CREDOC [1].

A propos des différentes possibilités d'aménagement du temps de travail, les salariés souhaiteraient en premier lieu « une plus grande souplesse de l'organisation du travail sur la semaine ou le mois » (un tiers de cette population). Le choix d'un « assouplissement des horaires tenant compte des contraintes familiales » apparaît ensuite mentionné par 21 % de ces enquêtés. Des solutions telles que : « une plus grande possibilité de travail à temps partiel » ou « une plus grande souplesse de l'organisation du travail

sur l'année » sont moins citées (respectivement 18 % et 14 %) ; enfin 2 % seulement opéreraient pour une « possibilité de congés de longue durée sans rémunération ».

Les réponses à toutes ces questions sur les conditions de travail semblent indiquer que les Français perçoivent un certain assouplissement et souhaitent qu'il se poursuive. Sans doute est-ce une des raisons qui les incitent à modifier leurs attitudes vis-à-vis de l'entreprise.

Attitude à l'égard des entreprises

L'industrie se plaint d'être mal aimée, or il semble que ces mauvais sentiments soient en voie de transformation. Les Français manifestent plus d'estime pour les chefs d'entreprise et l'activité économique. Même le profit n'est plus aussi mal considéré. D'après la COFREMCA [7] il y a eu un net revirement, au sein des entreprises, dans l'attitude des salariés, des cadres et des dirigeants qui ressentent le défi de la crise, le besoin de se serrer les coudes et de réagir pour y faire face. Ils sont plus solidaires de leur entreprise et plus conscients que sa survie dépend de l'effort et de l'inventivité de chacun. De la part des salariés et notamment du personnel ouvrier de production, on voit se développer « une fierté des performances de productivité, une peur du gaspillage, une compréhension du défi concurrentiel ». On constate également « une plus grande cohésion de l'encadrement qui adhère, dans l'ensemble, aux processus de décentralisation et aux accroissements d'autonomie et de responsabilité ». L'usine bouge plus facilement que les bureaux : « la reprise du contrôle de la production se fait davantage sur le terrain qu'au niveau du personnel administratif et de l'encadrement ».

On peut trouver par ailleurs une preuve d'un retournement d'attitude des chefs d'entreprise dans la perspective de la reprise des investissements qui a été plus précoce qu'on ne l'espérait. Il est vrai que cette reprise semble être le fait surtout des entreprises nationales.

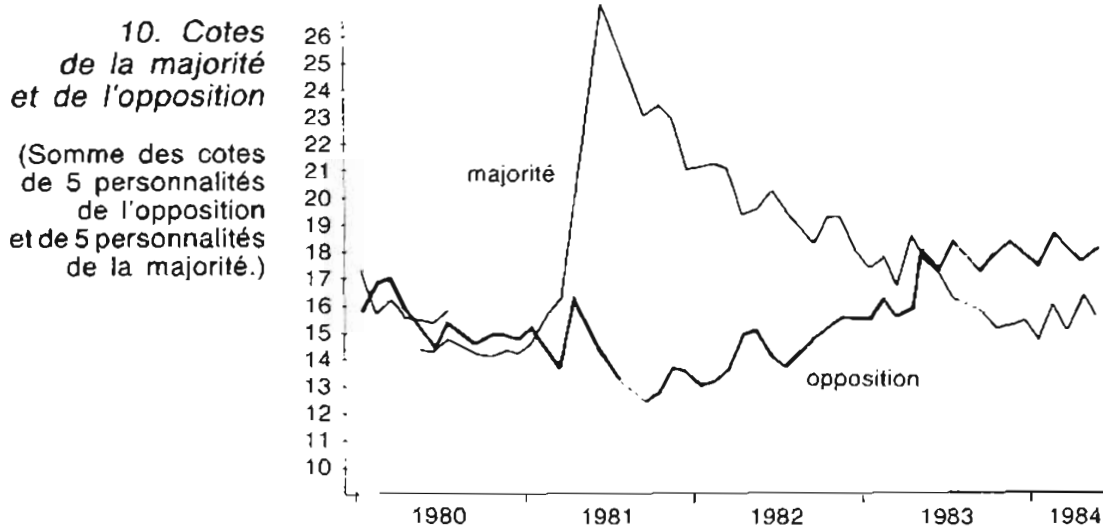
Tout se passe comme si après deux années de grande incertitude due aux réformes annoncées et en cours de réalisation, les chefs d'entreprise s'en accommodaient les jugeant à l'usage moins pernicieuses qu'ils ne le craignaient et se sentant à nouveau mieux assurés des conditions de leur gestion. Le patronat se sent plus impliqué par les institutions extérieures à l'entreprise et le CNPF appelle ses adhérents à être des « militants » de l'entreprise.

Les positions prises par les dirigeants de la CFDT au dernier Comité national des 25, 26, 27 avril derniers vont dans le même sens. C'est la première fois qu'il est dit aussi nettement, à un tel niveau dans les syndicats, qu'il peut y avoir un intérêt commun entre les salariés et les chefs d'entreprise. L'entreprise est définie comme « un lieu de coopération conflictuelle » : « L'entreprise est appréciée positivement par les salariés qui y voient leur intérêt et leur sécurité, mais aussi un lieu de socialisation.

Cependant cet intérêt est souvent nié ou combattu par les syndicalistes qui identifient schématiquement l'entreprise et la politique patronale menée dans l'entreprise. La gestion de l'action syndicale apparaît souvent archaïque dans la qualité de l'information, le traitement des résultats obtenus, les formes d'action peu imaginatives... Le déploiement de notre stratégie d'action fait toute sa place à la négociation » [8].

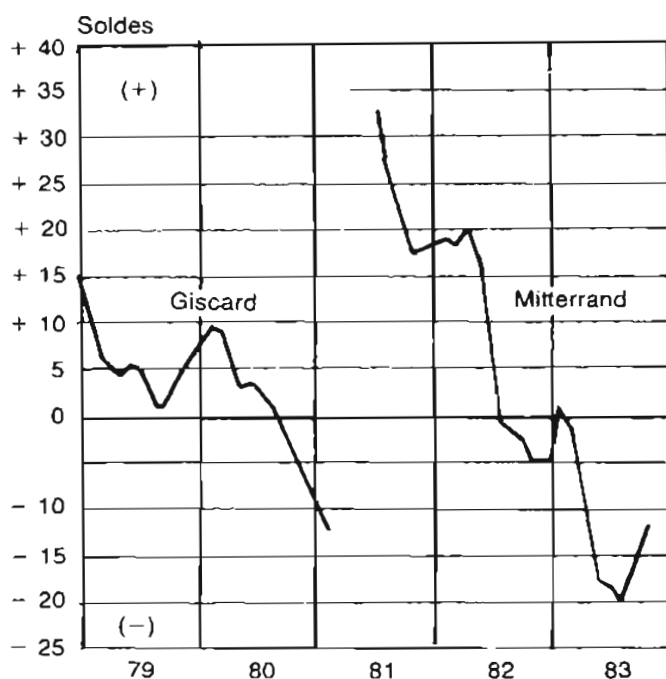
Economie et politique

L'optimisme ou le pessimisme à l'égard de l'évolution de la conjoncture économique se répercute de plus en plus rapidement sur l'attitude à l'égard du gouvernement et des hommes politiques. On sait que la cote du président de la République, du premier ministre et des hommes politiques de la majorité est au plus bas et que l'opposition a fait une lente remontée, si bien que les courbes se sont croisées au printemps 1983 (graphique 10).



Source : Sondage Figaro/SOFRES : Notes de Conjoncture sociale, n° 196, 14 mai 1984.

Dans le Bulletin de la SEDEIS [9], Claude Fontaine s'est livré à une analyse comparée du pessimisme économique et de la cote de François Mitterrand ; il en ressort une similitude frappante : « Depuis 1981, les deux courbes sont presque superposables, à l'échelle près (comme on peut le vérifier sur le graphique 11). Cette liaison entre cote politique et opinion sur la situation économique existait aussi sous le septennat de Giscard, mais elle était plus lâche qu'elle ne l'est pour les trente premiers mois de la présidence de Mitterrand, et elle était plus lâche encore sous Pompidou ou de Gaulle ».



11. Cote du président de la République et opinions sur la situation économique et sociale

« Etes-vous satisfait (+) ou mécontent (-) de... comme président de la République ? »



« Les choses vont-elles en s'améliorant (+) ou plus mal (-) en France ? »

Source : Sondage Figaro/SOFRES (3).

En d'autres termes, la sensibilité de la cote du président de la République aux opinions qu'ont les Français de la situation économique et sociale s'est nettement accrue.

Sources

Depuis six ans, le CREDOC mène, à la demande de plusieurs administrations ou organismes publics, une enquête annuelle sur les conditions de vie et les aspirations des Français, portant sur un échantillon par quota de 2 000 individus représentatifs de la population française de plus de 18 ans. Les thèmes abordés dans cette enquête sont très nombreux. Parmi ceux-ci la famille, l'emploi, la situation économique, la santé, les loisirs, ... Quelques résultats de la dernière vague d'enquêtes qui s'est déroulée en novembre-décembre 1983, ont été comparés avec ceux des cinq précédentes [1], ainsi qu'avec ceux des enquêtes ci-après :

L'enquête de conjoncture auprès des ménages effectuée par l'INSEE en janvier, mai et novembre de chaque année sur un échantillon aléatoire de 6 000 individus. Les questions posées permettant, entre autres, de connaître les intentions d'achat et d'épargne des ménages ainsi que leurs opinions sur la conjoncture économique [2].

Le baromètre Figaro/SOFRES, sondage politique donnant chaque mois la cote de différentes personnalités de la majorité ou de l'opposition et posant certaines questions d'opinion d'ordre général, notamment sur le moral et les conflits sociaux. L'enquête est effectuée sur un échantillon de 1 000 individus âgés de 18 ans et plus [3].

L'enquête « Eurobaromètre », effectuée depuis fin 1973, au printemps et à l'automne de chaque année, à l'initiative de la Commission des communautés européennes dans chaque pays membre du marché commun. Au total l'échantillon comprend 10 000 individus, âgés de 18 ans et plus, représentatifs de la population européenne. Une partie importante du questionnaire cherche à mesurer le moral des Européens [4].

Toutes ces enquêtes sont répétitives, elles soumettent depuis plusieurs années un même questionnaire à un échantillon représentatif. Nous utiliserons également les résultats de sondages ponctuels [3].

Références bibliographiques

- [1] BOSCHER F., DUFLOS C., LEBART L., Les conditions de vie et les aspirations des Français, *Consommation. Revue de Socio-économie*, n° 2, 1984.
- [2] *Informations rapides*, série A, INSEE.
- [3] SOFRES, *Opinion publique. Enquêtes et commentaires*, Paris, Gallimard, 1984.
- [4] *Eurobaromètre*, CEE, Bruxelles, n° 20, décembre 1983.
- [5] STOETZEL J., *Les valeurs du temps présent*, Paris, PUF, 1984.
- [6] Nous reprenons ici certains passages de l'article cité en (1) *supra*.
- [7] *L'Observatoire de la COFREMCA*, Communication n° 12, avril 1984.
- [8] MAIRE E., *Libération*, 24 avril 1984, p. 6.
- [9] FONTAINE C., Conjoncture sociale. Baisse du pouvoir d'achat et dégradation de l'emploi, *Chroniques d'actualité de la SEDEIS*, n° 1, 15 janvier 1984.